

Un acharnement en toute impunité ? La question se pose clairement.

Malgré nos propositions concrètes pour améliorer la situation, l'administration reste figée, répétant les mêmes arguments sans jamais apporter de solution efficace. Le recours aux contractuels pour pallier le manque de technicité est un échec : peu de candidats, des profils inadaptés, et parfois même des situations préoccupantes.

Le bureau local **UFAP UNSa Justice** a pourtant une solution éprouvée ailleurs : un contrat de maintenance pour répondre aux urgences techniques. Refus catégorique, sans aucune alternative. Pendant ce temps, des entreprises se déplacent pour le projet ELSP... mais qui pilotera réellement les travaux ?

Sur le terrain, la situation devient critique :

- **Quartier disciplinaire hors service** (2 cellules inutilisables)
- **Détenu menaçant un agent et sa famille**, toujours présent, sans transfert ni sanction effective
- **Multiplication des incidents et provocations en détention**
- **Projections en hausse, sans dispositif de protection adapté**

Côté administratif, même constat : un poste administratif attribué n'a jamais été pourvu, et a aujourd'hui disparu des effectifs.

Les personnels encore en place doivent-ils eux aussi abandonner ?

Avec **125 détenus pour 52 places**, peut-on continuer à laisser la maison d'arrêt de Rochefort dériver ainsi ?

L'UFAP UNSa Justice exige des réponses immédiates et des mesures concrètes.

La maison d'arrêt de Rochefort a-t-elle le même destin funeste que l'HERMIONE?

La sécurité des personnels ne peut plus attendre. Sans réaction immédiate de l'administration, un blocage de la maison d'arrêt de Rochefort est désormais clairement envisagé !!!

Le bureau local